

J'ai eu l'occasion récemment de participer à un événement historique où le Canada s'est distingué : la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ou «Sommet de la Terre», qui s'est tenue à Rio de Janeiro il y a à peine six mois. Là encore les représentants de votre ministère et du Canada ont apporté une contribution dont vous pouvez être fiers. Il se trouve, et j'en suis très heureux, que l'une des plus éminentes de ces personnes est avec nous aujourd'hui. Il s'agit de l'ambassadeur John Bell, qui a dirigé la délégation canadienne à de nombreuses occasions et qui était conseiller supérieur auprès du premier ministre lors de la Conférence elle-même. Il a également joué un rôle important dans la négociation d'épineuses questions financières.

Mentionnons également Arthur Campeau, nouveau venu dans le domaine des affaires étrangères, qui s'est lui aussi distingué. MM. Bell et Campeau ont formé une solide équipe qui a appuyé le premier ministre Mulroney pendant toute la conférence.

Il s'agissait, c'est certain, d'un événement politique remarquable. Jamais autant de chefs d'État et de gouvernement ne s'étaient réunis. En outre, pour la première fois, des gens et des organismes se sont vraiment engagés dans les préparatifs de la conférence avant d'y participer et de prendre part au «Sommet des peuples», qui a eu lieu simultanément dans le cadre du Forum mondial. La présence d'un nombre deux fois plus élevé de représentants des médias qu'à toute autre conférence mondiale a permis au monde entier de prendre connaissance de ce qui se passait à Rio et d'être sensibilisé à l'importance de l'événement.

En un peu plus de deux ans, le Comité préparatoire formé de tous les États membres des Nations Unies a établi un vaste programme d'action, dont la Conférence a été saisie. John pourrait vous parler des longues nuits passées à d'âpres négociations qui semblaient parfois ne pas devoir déboucher.

On a beaucoup parlé des questions controversées et litigieuses, et elles étaient nombreuses. Mais, en dernière analyse, les chefs de quelque 180 pays se sont entendus sur une série de mesures, la plus complète et la plus marquante que les pays du monde aient approuvée. Bien qu'ils comportent des lacunes importantes et